

P R O G R A M M E ONU-REDD

Bilan annuel 2011



Au service
des peuples
et des nations



PROGRAMME ONU-REDD



Le Programme ONU-REDD est l'initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement. Le Programme a été lancé en 2008 et se fonde sur le pouvoir fédérateur et l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le Programme ONU-REDD appuie les processus REDD+ pilotés par les pays et promeut la participation informée et constructive de toutes les parties prenantes, notamment des peuples autochtones et des autres communautés tributaires de la forêt, dans la mise en œuvre de la REDD+ aux niveaux national et international.

2011

Bilan annuel

Table des matières

1. Introduction	3
2. Appui aux pays partenaires.....	4
3. Activités au niveau national.....	5
a. Afrique.....	5
b. Asie-Pacifique	8
c. Amérique latine et Caraïbes.....	13
d. Avancées dans d'autres pays partenaires.....	15
4. Enseignements à tirer dans les pays partenaires du Programme ONU-REDD ..	16
5. Appui international : outils, formations et orientations.....	18
6. Faire connaître la REDD+ : événements et publications en 2011	20
7. Principaux événements du Conseil d'orientation	22
8. Situation financière 2011.....	23

Sigles et acronymes

ALC	Amérique latine et Caraïbes
CBD	Convention sur la diversité biologique
CBFF	Partenariat pour les Forêts du bassin du Congo
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
COP	Conférence des parties
CPLCC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
EPG	Évaluation participative de la gouvernance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPI	Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas (Paraguay)
FCPF	Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FFBC	Fonds pour les forêts du bassin du Congo
FIP	Programme d'investissement pour la forêt
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
GDF	Gestion durable des forêts
GEO	Groupe Observation de la Terre
GEO FCT	Mission de repérage du carbone forestier du Groupe Observation de la Terre
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Agence allemande de coopération technique
GLOBE	Organisation mondiale des juristes pour un environnement équilibré
IFN	Inventaire forestier national
INPE	Institut national brésilien pour la recherche spatiale
LIDAR	Détection et télémétrie par ondes lumineuses
MNRT	Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme (Tanzanie)
MRV	Mesure, notification et vérification
NAFORMA	Suivi et évaluation des ressources nationales (Tanzanie)
NER	Niveau d'émission de référence
NR	Niveau de référence
OAR	Outil sur les avantages et les risques
OIDD	Organisation internationale de droit du développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
OPA/SC	Organisations des peuples autochtones et de la société civile
OSC	Organisation de la société civile
PCSE	Principes et critères sociaux et environnementaux
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSE	Païement pour services environnementaux
RDC	République démocratique du Congo
REDD+	Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans ces pays
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
SEAM	Secretaría del Ambiente (Paraguay)
SIG	Système d'information géographique
SPA	Système de partage des avantages
SPC	Suivi participatif du carbone
UNPFII	Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones
WCMC	Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE

Introduction

Année internationale des forêts, 2011 a été jalonnée dans le monde entier par des manifestations et des célébrations sensibilisant l'opinion à l'importance de la gestion durable des forêts. Se félicitant de ce regain d'attention en faveur des forêts, le Programme ONU-REDD a poursuivi sa mission, encourageant les progrès obtenus en préparation à la REDD+ dans un grand nombre de ses 42 pays partenaires en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine et aux Caraïbes.

C'est ainsi que de nouveaux Programmes nationaux ont été approuvés pour l'Équateur et le Nigéria, élevant le financement total des Programmes nationaux ONU-REDD à 59,3 millions de dollars. Fin 2011, 13 pays partenaires avaient lancé la mise en œuvre de leurs Programmes nationaux ONU-REDD. Un pas important a également été franchi avec l'approbation du Cadre du Programme global ONU-REDD, fixant sept domaines d'activité intégrés qui articuleront le soutien apporté aux pays partenaires. Fin 2011, l'appui au Programme global s'élevait à 48,8 millions de dollars.

Au plan international, le Programme a participé à d'importantes initiatives inédites, comme l'Oslo REDD Exchange en mai, et poursuivi sa collaboration avec le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) à l'appui des travaux du Partenariat REDD+. En marge des discussions de la CCNUCC (COP17) à Durban, en Afrique du Sud en décembre, le Programme ONU-REDD a participé à divers événements destinés à partager les enseignements et les expériences entre les pays partenaires du Programme, et s'est associé à la Déclaration d'intention conjointe sur la REDD+ dans le bassin du Congo. Toute l'année, le Programme a également favorisé d'importants échanges régionaux, autant de plateformes contribuant à diffuser sur le terrain les enseignements et les expériences de la REDD+.

Comme toujours, aucune de ces actions aux niveaux national, régional et international n'aurait été possible sans l'indispensable financement des donateurs du Programme, dont l'ensemble des contributions s'élève désormais à 118,3 millions de dollars. En 2011, le Japon a rejoint la Norvège, le Danemark et l'Espagne, donateurs officiels du Programme.

Malheureusement, c'est également en 2011 que nous avons perdu l'une de nos plus précieuses militantes de la sauvegarde des forêts tropicales. En septembre, la disparition du professeur Wangari Maathai a été pleurée par le Programme ONU-REDD et par des millions de personnes. Toute sa vie, le professeur Maathai a défendu inlassablement et courageusement la cause des forêts ; elle laisse derrière elle un héritage inestimable et un appel à agir. Le Programme ONU-REDD est déterminé à rendre hommage à l'œuvre d'une vie en promouvant la réalisation de la REDD+ afin de préserver les forêts dans le monde en développement.

Perspectives

En 2012, le Programme ONU-REDD envisagera un rapprochement avec le Fonds Vert pour le Climat, récemment créé, et accompagnera l'Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) de la CCNUCC dans ses travaux techniques sur la REDD+. En collaboration avec le FCPF, le Programme entreprendra une rigoureuse évaluation des besoins nationaux, qui déterminera la meilleure manière pour les deux initiatives d'offrir aux pays un soutien rationalisé. Le Programme mettra tout en œuvre en 2012 pour garantir aux pays un soutien leur permettant de tirer tout le parti et les avantages de la REDD+.

Dr. Yemi Katerere
Chef du secrétariat du Programme ONU-REDD
Mars 2012



Appui aux pays partenaires

Le soutien du Programme ONU-REDD aux efforts nationaux de préparation à la REDD+ prend deux formes : (i) un appui direct à la conception et la mise en œuvre des Programmes nationaux ONU-REDD ; et (ii) un appui complémentaire aux activités nationales de REDD+ par le biais d'approches, d'analyses, de méthodologies, d'outils, de données et de bonnes pratiques communes élaborés dans le cadre du Programme global ONU-REDD. Fin 2011, l'ensemble des financements pour ces deux canaux de soutien s'élevait à 108,1 millions de dollars américains.

En 2011, le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé 8 millions de dollars pour de nouveaux Programmes nationaux en Équateur et au Nigéria, portant le total du financement des 14 Programmes nationaux ONU-REDD à 59,3 millions de dollars. En décembre 2011, 13 des 14 Programmes nationaux ONU-REDD étaient en phase de mise en œuvre.

En 2011, le Conseil d'orientation a également validé un solide Programme global qui dégagera 24,1 millions de dollars supplémentaires sous forme de soutien direct et indirect aux activités des pays partenaires dans l'année à venir. Ce Programme global définit sept domaines d'activité intégrés (voir l'encadré 'Objectifs') dans lesquels s'articulera l'appui aux 42 pays partenaires.

À ce jour, le Conseil d'orientation a attribué un total de 48,8 millions de dollars pour l'appui global et régional aux mesures nationales.

Programmes nationaux ONU-REDD en cours d'application en décembre 2011 :

- Bolivie
- Cambodge
- Équateur
- Îles Salomon
- Indonésie
- Panama
- Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG)
- Paraguay
- Philippines
- République démocratique du Congo (RDC)
- Tanzanie
- Viet Nam
- Zambie

Ensemble, ces 13 pays abritent 12 pour cent des forêts tropicales mondiales.

Objectifs

Le Programme ONU-REDD apporte un soutien global et régional aux mesures nationales dans le cadre de sept domaines d'activité intégrés, qui poursuivent les objectifs suivants :

- 1 Les pays REDD+ sont dotés des capacités permettant d'élaborer et de mettre en œuvre des systèmes de MRV et de suivi.
- 2 Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et ouverts à tous sont élaborés pour la réalisation de la REDD+.
- 3 Les systèmes nationaux sont renforcés pour une gestion transparente, équitable, crédible et responsable des fonds REDD+.
- 4 Les peuples autochtones, communautés locales, organisations de la société civile et autres parties prenantes participent effectivement aux décisions, à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de REDD+, à l'échelon national et international.
- 5 Les avantages multiples des forêts sont valorisés et concrétisés par les stratégies et activités de REDD+.
- 6 Les stratégies et investissements pour la REDD+ contribuent effectivement aux transformations vers une économie verte.
- 7 Les connaissances sont développées, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de REDD+ à tous les niveaux.



« Grâce au soutien continu d'initiatives multilatérales comme le Programme ONU-REDD, les efforts de REDD+ consentis par les pays en développement se sont accélérés. À Durban, les gouvernements ont poursuivi leur réflexion sur le financement de l'exécution complète des activités de REDD+, et travaillé sur des garanties préservant leur intégrité environnementale. Les travaux du Programme ONU-REDD sur cet aspect crucial pour les conditions de vie et le bien-être de tant de gens nous aide à œuvrer en faveur d'un avenir réellement durable. »

– Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

Activités au niveau national

Cette section présente des exemples d'activités et résultats dégagés par les 14 Programmes nationaux ONU-REDD, selon les deux modalités d'assistance technique et financière du Programme ONU-REDD aux pays.

AFRIQUE



République démocratique du Congo (RDC)

Financement :

1,9 million de dollars (Programme national initial)
5,5 millions de dollars (Programme national complet)

Calendrier :

2009-2010 (Programme national initial)
2010-2013 (Programme national complet)

Réalisations en 2011 :

La mise en œuvre du Programme national ONU-REDD de RDC a rapidement progressé en 2011. Plutôt que précipiter l'élaboration de la stratégie nationale REDD+ (achèvement pour fin 2012), une ambitieuse approche participative impliquant 17 ministères et 400 personnes, et rythmée par plus 30 réunions thématiques tout au long de l'année, a permis d'élaborer des modules stratégiques. Parmi les temps forts de l'année 2011, citons l'établissement d'un consensus autour du chantier sur les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts ; l'élaboration et une première expérimentation, animées par la société civile, d'un ensemble complet de normes sociales et environnementales pour la REDD+ (employant les Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU-REDD) ; le développement au niveau régional des capacités via l'université de la REDD+ ; et le lancement d'un système national de suivi forestier en ligne, consultable sur www.rdc-snsf.org.

Outre les résultats escomptés, des efforts sont sans cesse déployés pour concrétiser la REDD+ et lancer aussitôt que possible la phase d'investissement, notamment avec la préparation et le lancement sur le terrain de sept projets pilotes intégrés, et la préparation de la stratégie nationale du Programme d'investissement pour la forêt (FIP). Un dialogue de haut niveau a également débuté en 2011 afin de mobiliser les hauts responsables politiques en RDC et leurs partenaires financiers en prévision du lancement de la phase d'investissement de la REDD+. Le forum de haut niveau sur les forêts et les changements climatiques pour un développement durable, qui s'est tenu à Kinshasa en octobre, a connu une participation sans précédent des ministres du Congo et des partenaires internationaux, qui ont convenu que la RDC devait saisir l'occasion que lui offrent les réformes et les investissements de REDD+ pour orienter son développement vers une croissance économique plus équitable et plus verte.

Résultats escomptés :

- 1 Une stratégie nationale REDD+ à l'horizon 2030 est élaborée de manière participative, et prête à démarrer.
- 2 Un cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la REDD+ est conçu et prêt en 2013 à titre provisoire.
- 3 Un système complet de MRV pour la REDD+ est mis sur pied et opérationnel.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : un plan d'action national sur l'information, la surveillance et la Mesure, Notification et Vérification (MRV) a été élaboré et entériné par le gouvernement, et des activités de renforcement des capacités et de transfert des connaissances ont été entreprises. Des formations sur la télédétection, les inventaires forestiers nationaux (IFN) et la MRV ont été organisées, un système d'information par le biais d'un site Internet a été élaboré pour l'évaluation des modifications historiques des zones forestières, et la phase de démarrage du projet de suivi du déboisement en temps réel en RDC a été lancée en collaboration avec l'Institut national brésilien pour la recherche spatiale (INPE).

Des orientations sur la cartographie des avantages multiples que peut receler la REDD+ ont été expérimentées avec les partenaires de la RDC, et la première ébauche d'une série de cartes a été produite. Un programme anti-corruption a été lancé avec l'aide de partenaires internationaux. Une démarche plus politique, prévoyant l'harmonisation et la définition d'une vision de développement à long terme, a été mise en chantier en 2011 afin d'inscrire le processus REDD+ en RDC dans l'ambitieux programme de réformes et d'investissement pour un développement vert, et d'en accroître la visibilité auprès des décideurs pour lui assurer le soutien politique nécessaire en vue de la phase d'investissement à venir. En partenariat avec le ministère de la Planification et les GTC, un atelier réunissant 90 participants les 17 et 18 novembre 2011 a permis de dégager quatre scénarios prospectifs de développement du pays, et de jeter les bases d'une modélisation qui sera réalisée en 2012. Une assistance technique a également été fournie pour appuyer l'élaboration par le pays de normes nationales REDD+.

NIGÉRIA

Financement : 4 millions de dollars

Calendrier : 2012-2014¹

Résultats escomptés :

- 1 Capacités institutionnelles et techniques améliorées au niveau national.
- 2 Cadre préparé pour l'extension de la REDD+ au Nigéria.
- 3 Capacités institutionnelles et techniques pour la REDD+ renforcées dans l'État de la Cross River.
- 4 Préparation à la REDD+ démontrée dans l'État de la Cross River.

Réalisations en 2011 :

La présentation et l'approbation du Programme national ONU-REDD du Nigéria au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en octobre est l'aboutissement de deux années de sensibilisation menée avec succès auprès des parties prenantes et la coordination de la REDD+. Le Conseil a approuvé 4 millions de dollars pour le Programme national du Nigéria.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : plusieurs ateliers de renforcement des capacités pour les praticiens au niveau national, notamment une consultation technique sur les avantages multiples sociaux et environnementaux et les garanties pour la REDD+, ont contribué à consolider le document de Programme national et la deuxième version des Principes et critères sociaux et environnementaux d'ONU-REDD.

Une assistance technique a également été fournie afin d'étudier la valeur économique des avantages multiples découlant de la REDD+, et le lancement de l'évaluation participative de la gouvernance (EPG) du Nigéria pour la REDD+. Ce dernier a permis de cerner les principales questions de gouvernance et de dresser une feuille de route pour la phase initiale, afin de rassembler les contributions des acteurs de la société civile et du gouvernement.

¹ Calendrier prévisionnel ; officialisé après signature de son Programme national ONU-REDD par le gouvernement du Nigéria.



«Grâce au soutien inestimable du Programme ONU-REDD, le Nigéria est passé d'un seul bond du statut d'observateur à celui de pays participant à la REDD+ à part entière. Le gouvernement du Nigéria s'emploie à aborder les questions relatives à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements, avec des résultats très positifs. L'appui apporté sans

délai par le Programme ONU-REDD aux pays REDD+ a considérablement encouragé le Nigéria.»

– Hadiza Ibrahim Mailafia,
ministre de l'Environnement, Nigéria



TANZANIE

Financement : 4,3 millions de dollars

Calendrier : 2009-2012

Résultats escomptés :

- 1 Cadre national de gouvernance et capacités institutionnelles renforcées en vue de la REDD+.
- 2 Meilleure capacité d'inscrire les éléments de la REDD+ dans les systèmes nationaux de suivi, évaluation, notification et vérification.
- 3 Meilleure capacité de gérer la REDD+ et de fournir d'autres services liés aux écosystèmes forestiers au niveau des districts et à l'échelle locale.
- 4 Large appui des parties prenantes à la REDD+.

Réalisations en 2011 :

Les activités menées dans le cadre du Programme national ONU-REDD de Tanzanie en 2011 portaient pour une grande part sur le développement des capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et sur la préparation du personnel gouvernemental et des fonctionnaires forestiers à la mise en œuvre de la REDD+. Une centaine de membres du ministère des Ressources naturelles et du Tourisme (MNRT) et d'autres ministères a suivi des formations sur la REDD+, et une série d'ateliers de sensibilisation a été dispensée aux fonctionnaires forestiers sur le terrain. Un manuel de formation a été élaboré pour le MNRT afin de poursuivre ces activités.

Un accent particulier a été mis en 2011 sur la formation technique du personnel ministériel en matière de surveillance et de MRV. C'est ainsi qu'ont été organisées une formation sur le SIG/LIDAR à l'intention du MNRT, du bureau du vice-président, du Forest Training Institute et du gouvernement de Zanzibar, et une formation pour le personnel du MNRT en matière d'analyse des modifications des zones forestières par le Programme ONU-REDD. Grâce à l'évaluation et la surveillance des ressources forestières nationales (NAFORMA) de Tanzanie, plusieurs milliers de parcelles forestières ont été mesurées sur le terrain dans le cadre d'un inventaire forestier détaillé, et un chantier a été entrepris sur l'analyse des données relatives au carbone stocké dans le sol avec le soutien du Programme ONU-REDD.

Afin de renforcer les capacités pour la REDD+ et de la faire mieux connaître, les praticiens et les participants aux sites pilotes REDD+ en Tanzanie ont assisté à deux ateliers destinés à recueillir les commentaires des parties prenantes, et le MNRT s'est rendu dans dix villages de trois districts pour préparer des paiements REDD+ expérimentaux.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV.



ZAMBIE

Financement : 4,5 millions de dollars

Calendrier : 2011-2013

Réalisations en 2011 :

Le Programme national ONU-REDD de Zambie s'est concentré en 2011 dans une large mesure sur le développement des capacités et l'implication des parties prenantes. L'Unité de coordination REDD+ nouvellement créée a œuvré tout au long de l'année auprès des acteurs pour les aider à mieux appréhender la REDD+ et les associer à l'élaboration d'une stratégie nationale REDD+. Plusieurs activités ont eu lieu, parmi lesquelles des enquêtes de terrain, menées dans neuf provinces, sur un « plan d'évaluation et de participation des parties prenantes » ; un atelier d'orientation et de formation sur la REDD+ réunissant 75 participants issus de divers groupes de parties prenantes ; et des réunions régulières d'organisations de la société civile pour diverses parties prenantes.

Sur le plan technique, une évaluation des besoins a été réalisée en vue d'établir une unité SIG aux niveaux national et provincial du département des Forêts ; deux administrateurs techniques ont suivi une formation intensive du Programme ONU-REDD en matière d'inventaire de gaz à effet de serre (GES) en prévision de la mise en place d'un inventaire national de GES conforme aux exigences de la CCNUCC en matière de communication d'informations ; et un document cadre méthodologique a été élaboré pour les NR et les NER en Zambie.

Lors d'une réunion de consultation de la société civile, les institutions et représentants appelés à participer au processus de préparation de la REDD+ ont été identifiés, et le Programme national ONU-REDD en Zambie a commencé à rassembler des renseignements pour une base de données numérique sur laquelle s'appuiera le processus de préparation.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en

Résultats escomptés :

- 1 Capacité de gérer la préparation à la REDD+ renforcée.
- 2 Large appui des parties prenantes à la REDD+.
- 3 Cadre national de gouvernance et capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de la REDD+ renforcés.
- 4 Stratégies nationales REDD+ identifiées.
- 5 Capacité de MRV pour la mise en œuvre de la REDD+ renforcée.
- 6 Évaluation du niveau d'émission de référence (NER) et du niveau de référence (NR) entreprise.

téledétection, IFN et MRV, et élaboration d'une plateforme logicielle à l'appui des systèmes nationaux de surveillance des forêts, en collaboration avec l'INPE. Le Programme global ONU-REDD a également soutenu la création d'un partenariat avec l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD) afin de réaliser des études sur la législation et la réglementation existantes intéressant la REDD+ en Zambie, entre autres pays.





ASIE-PACIFIQUE

CAMBODGE

Financement : 3 millions de dollars

Calendrier : 2011-2013

Réalisations en 2011 :

La coordination du Programme national du Cambodge a réalisé des avancées significatives en 2011 avec la création d'une unité de gestion du Programme et la tenue d'un atelier de démarrage. Cette unité s'emploie à rationaliser les travaux de REDD+ entre le ministère de l'Agriculture, de la Foresterie et de la Pêche, et le ministère de l'Environnement.



Résultats escomptés :

- 1 Gestion nationale effective du processus de préparation de la REDD+ et implication des parties prenantes.
- 2 Élaboration de la stratégie nationale REDD+ et du cadre de mise en œuvre.
- 3 Meilleure capacité à gérer la REDD+ aux niveaux infrarégionaux.
- 4 Conception d'un système de suivi pour la mise en œuvre.

Portant aussi toute son attention sur l'engagement des parties prenantes en 2011, le Cambodge a lancé auprès des OSC deux consultations qui ont débouché sur la nomination des représentants des OSC amenés à siéger au comité consultatif national sur la REDD+. Afin d'améliorer les capacités de gestion de la REDD+ aux différents échelons, le gouvernement a développé des orientations nationales qui ont été employées dans l'attribution de financements à deux nouveaux projets pilotes REDD+. Des modèles de données pour l'IFN du Cambodge ont également été produits pour accompagner l'identification des facteurs d'émission et d'absorption dans les activités nationales de REDD+. L'atelier de démarrage du Cambodge en novembre a suscité une plus grande participation des parties prenantes, et marqué le lancement officiel de la phase de mise en œuvre du Programme national ONU-REDD.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV. Des travaux préparatoires ont également été entrepris afin de mettre en place un système effectif de partage des avantages (SPA) au Cambodge.

INDONÉSIE

Financement : 5,6 millions de dollars

Calendrier : 2009-2012

Réalisations en 2011 :

En 2011, l'Indonésie s'est investie dans une palette d'activités de développement des capacités destinées à favoriser la participation des diverses parties prenantes et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la REDD+. Ateliers, production de supports de communication sur les enseignements tirés, ambitieuses campagnes médiatiques de grande envergure, formations sur les questions d'égalité des sexes et les coûts d'opportunité de la REDD+, sensibilisation communautaire aux changements climatiques et à la REDD+. Des dizaines de manifestations ont été organisées par le pays afin d'autonomiser les acteurs et de les informer des conditions et de la valeur de la REDD+ en Indonésie. Le pays a également fait progresser le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) pour la REDD+. Trois consultations nationales sur les politiques de CPLCC ont rassemblé en janvier et mars plus de 200 experts. Le pays a également élaboré une série d'orientations sur l'obtention du CPLCC, sélectionné deux sites d'activités pilotes pour le CPLCC et formulé une recommandation de politique générale sur les principes de CPLCC aux niveaux national et provincial. Enfin, le gouverneur de Sulawesi central a adopté en février un décret créant un groupe de travail REDD+ dans la province.

Plusieurs activités ont également été entreprises pour hâter l'élaboration d'un système de suivi et de MRV et des systèmes de paiement en Indonésie, tandis qu'une recommandation sur le plan d'action national d'information, de suivi et de MRV pour la REDD+ était présentée à l'équipe spéciale (*Task Force*) pour la



Résultats escomptés :

- 1 Participation multipartite renforcée.
- 2 NER, MRV et redevances équitables démontrées.
- 3 Capacité de mettre en œuvre la REDD+ aux niveaux décentralisés.
- 4 Questions transversales (égalité des sexes, gouvernance, etc.) abordées.



REDD+. Le gouvernement national a également formé plus de 30 personnes issues du gouvernement provincial, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'OSC aux techniques essentielles de télédétection, et tenu un atelier de formation sur la MRV à l'intention d'enseignants universitaires. Le pays a également élaboré un plan d'action préliminaire sur les sources de données, la construction de SIG et les critères de sélection des sites, produit une étude sur la classification de l'utilisation des terres recourant aux images SPOT 4 à Sulawesi central, et repensé son IFN. Les orientations pour la cartographie des avantages multiples potentiels de la REDD+ ont été mises à l'essai pour fournir une série préliminaire de cartes à Sulawesi. Une feuille de route pour le développement de la foresterie (conçue pour l'industrie forestière et les parcs nationaux) a été réalisée et présentée au gouvernement en juin ; fin 2011, l'Indonésie avait sélectionné cinq districts pilotes pour le Programme ONU-REDD, qui constitueront une plateforme pour faire progresser la mise en œuvre de la REDD+ dans le pays en 2012.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : des activités de formation en télédétection, IFN et MRV ont été réalisées. Les travaux sur les EPG pour la REDD+ en Indonésie ont été lancés ; après avoir analysé l'état de la gouvernance, les points qu'il importe d'aborder ont été recensés de manière ouverte et participative. La première version d'une série d'indicateurs a été élaborée à l'issue de plusieurs consultations avec les acteurs aux niveaux national et provincial, qui contribueront au système national de partage des informations sur les garanties lorsque les données auront été recueillies. Des travaux ont été entrepris sur le SPA en Indonésie, en coopération avec le FCPF et l'équipe spéciale (*Task Force*) pour la REDD+. Le Programme ONU-REDD a également aidé à élaborer un outil spatial explicite intitulé «calculatrice REDD», qui aidera à saisir les implications du moratoire sur l'abattage dans les forêts de Kalimantan ; le Programme a également appuyé l'organisation par l'Indonésie d'une manifestation sur la REDD+ et sur l'économie verte lors de la COP17 à Durban.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE (PNG)

Financement : 6,4 millions de dollars

Calendrier : 2011-2013

Réalisations en 2011 :

L'implication des parties prenantes a été au cœur des efforts de REDD+ par la PNG en 2011. Tout au long de l'année, diverses activités de préparation de la REDD+ ont rassemblé un large éventail de parties prenantes : atelier de démarrage du Programme national afin de convenir des programmes de travail et des budgets, réunions du groupe de travail technique sur la MRV et les inventaires forestiers. Les orientations de la PNG en faveur du CPLCC ont aussi considérablement progressé en 2011 avec l'achèvement d'une deuxième mouture, grâce à la participation active de groupes de la société civile et d'autres parties prenantes.

La PNG a adopté une approche pangouvernementale pour la coordination des activités de REDD+ à divers niveaux et dans plusieurs services de l'État, prévenant ainsi les éventuels chevauchements entre eux et avec leurs partenaires de REDD+. C'est à cette fin que deux ateliers consultatifs des autorités provinciales ont eu lieu, ainsi que des activités de sensibilisation pour les représentants du gouvernement, au niveau de la province et des districts et à l'échelle locale.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : l'élaboration d'un plan d'action REDD+ pour l'information, la surveillance et la MRV, et des activités de renforcement des capacités sur le système national de suivi forestier de la PNG, ainsi qu'un système d'information sur les garanties de la REDD+. La PNG a bénéficié d'un soutien pour l'élaboration d'une version beta du système d'information sur Internet, et débuté l'évaluation des changements historiques des zones forestières. Des activités de formation en télédétection, IFN et MRV ont eu lieu, et la phase de lancement du projet de la PNG sur le déboisement en temps réel a été initiée en collaboration avec l'INPE. La communauté internationale a pris connaissance du système de suivi de PNG lors d'un événement en marge de la COP17 en décembre.

Résultats escomptés :

- 1 Création de dispositifs de gestion de la préparation.
- 2 Développement d'un système national de MRV.
- 3 Création de NER et de NR.





PHILIPPINES

Financement : 500 000 dollars

Calendrier : 2011

Résultats escomptés :

- 1** Préparation de la REDD+ s'appuyant sur un processus de gestion effectif, ouvert et participatif.
- 2** Identification d'une approche systématique et structurelle de la préparation de la REDD+ reposant sur des études concrètes des diverses options et une consultation ouverte.
- 3** Meilleure capacité de créer des bases de référence.

Réalisations en 2011 :

L'atelier de démarrage des Philippines en octobre a réuni plus de 50 acteurs des OPA/SC, organismes bailleurs de fonds et administrations, afin de donner officiellement le coup d'envoi de la mise en œuvre et recueillir pour l'avenir les commentaires sur la vision et les plans de travail du Programme.

Le Programme national ONU-REDD des Philippines a fini l'année en posant d'importants jalons, notamment en établissant une collaboration avec le réseau national de coordination du pays, qui ouvrira de larges opportunités de synergies et de formulation de politiques propices aux stratégies de REDD+.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV.

ÎLES SALOMON

Financement : 550 000 dollars

Calendrier : 2011-2012

Réalisations en 2011 :

Le Programme national des Îles Salomon a été lancé en 2011 avec une série d'activités destinées à sensibiliser et faire participer les institutions et les individus concernés par la préparation de la REDD+ dans le pays, et les doter de capacités.

Réunissant 30 participants, un atelier de démarrage en milieu d'année a porté sur la sensibilisation des acteurs nationaux et locaux et des ONG partenaires à la REDD+, ses avantages et risques, tout en veillant à ce que le Programme national du pays s'articule avec les initiatives locales en cours ou planifiées.

Parmi les efforts de renforcement des capacités en 2011, citons : une formation aux systèmes nationaux de surveillance et de MRV ; un atelier régional de REDD+, en coopération avec l'Agence allemande de coopération technique (GIZ), le Japon et l'Australie, pour sensibiliser à la REDD+, fournir des informations actualisées sur les initiatives de REDD+ dans le Pacifique et discuter des conclusions et recommandations d'une mission du Programme ONU-REDD dans la région.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV.

Résultats escomptés :

- 1** Préparation de la REDD+ reposant sur des processus de gestion effective, ouverte et participative.
- 2** Meilleure compréhension par les acteurs des avantages et risques éventuels liés à la REDD+.
- 3** Développement des capacités pour la formulation des NER et la MRV.



VIET NAM

Financement : 4,4 millions de dollars

Calendrier : 2009-2012

Réalisations en 2011 :

En 2011, le Programme national du Viet Nam a continué de bénéficier de l'engagement politique de haut niveau exprimé par le pays en faveur de la REDD+, concrétisé par plusieurs démarches, notamment le décret adopté en janvier par le Premier ministre établissant un comité directeur interministériel sur la REDD+, avec la participation de ministères et d'organismes gouvernementaux de premier plan. Le même texte a aussi créé un bureau national REDD+ dont l'équipe permanente est chargée d'aider la coordination des activités de REDD+ au Viet Nam.

Le Viet Nam a continué d'améliorer considérablement sa capacité institutionnelle et technique à gérer et exécuter la REDD+. Bénéficiant de la participation de divers acteurs, trois nouveaux groupes de travail stratégiques ont commencé à explorer le SPA de la REDD+, l'engagement du secteur privé et la gouvernance. Des activités de consultation avec des parties prenantes locales et provinciales sur l'établissement d'un SPA ont débuté, ainsi qu'un exercice de pilotage. La décision d'adopter un décret sur le paiement pour les services rendus par les écosystèmes forestiers prendra en compte les recommandations qui découleront de ces consultations.

Sur le plan technique, les méthodologies pour la création de NER/NR ont été examinées, une étude sur la stratification écologique a été réalisée pour l'élaboration de NER, et un document cadre sur la MRV a été dressé et révisé avec les parties prenantes. Le pays a également progressé significativement en matière de suivi participatif du carbone (SPC) en produisant un manuel de SPC en anglais et en vietnamien afin d'associer les communautés et autres parties prenantes au suivi forestier et, plus généralement, à la surveillance de l'exécution de la REDD+. Un programme pilote en vue d'un IFN a été lancé dans deux provinces pilotes, afin de contrôler les méthodologies et les approches relatives aux inventaires forestiers et aux évaluations, et pour explorer comment et dans quelle mesure les acteurs locaux peuvent être impliqués dans le suivi forestier. Un exercice de délimitation spatiale et d'analyse des cartes historiques



Résultats escomptés :

- 1 Meilleures capacités institutionnelles et techniques pour la coordination nationale REDD+.
- 2 Meilleure capacité de gestion de la REDD+ et intégration des incitations économiques et autres outils dans la planification du développement durable.
- 3 Meilleure connaissance des approches permettant de réduire le déplacement régional d'émissions.

et de l'évolution forestière a eu lieu ; des consultations ont ensuite examiné la prise en compte de ces cartes et d'autres outils dans la planification du développement.

En 2011, le Viet Nam a organisé plusieurs manifestations de sensibilisation de l'opinion locale à la REDD+, notamment des cérémonies célébrant l'Année internationale des forêts, ainsi que d'autres événements internationaux. La publication d'articles, d'affiches et de bulletins d'information, la production de films et d'émissions de radio et les efforts d'une solide équipe de vingt animateurs villageois ont contribué à expliquer aux populations locales les activités de REDD+ et les questions d'environnement qui s'y rapportent, notamment les changements climatiques. Le Viet Nam, en collaboration avec le Cambodge, le Laos et la Thaïlande, rassemble en outre des renseignements sur l'application de la législation et les mouvements transfrontaliers de produits forestiers.

Ces avancées ont fait du Viet Nam un modèle international pour la mise en œuvre de la préparation à la REDD+ : ses travaux sur l'élaboration et les solutions de NER/NR ont été présentés en marge de la COP17 à Durban, lors d'une manifestation sur l'action du SBSTA en matière de REDD+.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : sur le volet MRV, des activités de renforcement des capacités et de transfert de compétences ; des activités de formation en télédétection, IFN et MRV ; et l'élaboration d'une plateforme logicielle à l'appui des systèmes nationaux de suivi forestier, en collaboration avec l'INPE. La conception d'un plan de consultation pour l'engagement des parties prenantes a été lancée, tandis que le financement et l'appui technique ont permis d'initier l'EPG pour la REDD+. En partenariat avec l'OIDD, un bilan des législations et réglementations intéressant la REDD+ au Viet Nam a été entrepris.



AMÉRIQUE LATINE et CARAÏBES



BOLIVIE

Financement : 4,7 millions de dollars

Calendrier : 2010-2013

Réalisations en 2011 :

En 2011, la Bolivie a jeté les bases de l'exécution de son Programme national ONU-REDD en recrutant l'équipe de l'unité de gestion du projet ONU-REDD dans le pays, et en planifiant l'atelier de démarrage de son Programme national.

Malgré des retards dus à la position officielle de la Bolivie concernant la REDD+ dans les négociations internationales sur les changements climatiques et à des conflits sociaux au niveau national durant l'automne, la Bolivie a continué de progresser dans son

Résultats escomptés :

- 1 Meilleure capacité des institutions de l'État à exécuter les activités de REDD+, et meilleur suivi et évaluation des stocks de carbone forestiers.
- 2 Meilleure capacité de la société civile à exécuter les activités de REDD+.
- 3 Expérience de la REDD+ au niveau local, avec la participation des organismes territoriaux et de la société civile.

Programme national ONU-REDD. Le pays s'emploie à débiter la mise en œuvre en 2012.

ÉQUATEUR

Financement : 4 millions de dollars

Calendrier : 2011-2013

Réalisations en 2011 :

Grâce à une solide démarche de planification, de coordination et d'engagement des parties prenantes tout au long de 2010, l'Équateur a présenté en mars son document de Programme national au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, qui lui a attribué un financement de 4 millions de dollars.

Au cours de ses préparatifs en vue de la mise en œuvre, l'Équateur s'est employé en 2011 à préparer le terrain pour l'élaboration d'un système national d'information pour recenser les garanties intégrant les outils de différentes initiatives, à concevoir un système de surveillance et MRV pour la REDD+, et à poursuivre le processus d'engagement multipartite et les travaux sur les avantages multiples.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires :

activités de formation en télédétection, IFN et MRV ; appui à la phase initiale de l'EPG de l'Équateur pour la REDD+ ; traduction espagnole et publication d'une brochure en couleur financée par l'Allemagne, cartographie du carbone et des avantages multiples potentiels en Équateur ; et atelier exploratoire sur la REDD+ avec des représentants du gouvernement, des OSC et des peuples autochtones, et le personnel du Programme ONU-REDD.

Résultats escomptés :

- 1 Conception et mise en œuvre d'un système national de suivi forestier.
- 2 Mise en œuvre nationale d'un processus de consultation sur la REDD+ associant la société civile, les communautés, peuples et nationalités autochtones, les populations afro-équatoriennes, les Montubio et les communes.
- 3 Élaboration de politiques et d'instruments pour la mise en œuvre de la REDD+.
- 4 Élaboration d'un cadre opérationnel pour la mise en œuvre de la REDD+.
- 5 Avantages multiples environnementaux et sociaux valorisés.
- 6 Conception et mise en œuvre d'un système de partage des avantages.



« Avec l'aide financière et technique du Programme ONU-REDD, l'Équateur se dotera d'un Programme national REDD+ et parviendra au terme de la phase de préparation à la REDD+ avec d'autres sources de coopération. Les éléments essentiels du Programme national ONU-REDD en Équateur sont l'implication effective des parties prenantes et sa stricte conformité aux Principes et critères adoptés par le Programme ONU-REDD. »

– Carola Borja, sous-secrétaire aux Changements climatiques, ministère de l'Environnement, Équateur

PANAMA

Financement : 5,3 millions de dollars

Calendrier : 2011-2014

Résultats escomptés :

- 1 Établissement des capacités institutionnelles pour la bonne coordination et l'exécution d'un Programme REDD+ au Panama.
- 2 Renforcement des capacités techniques de MRV pour la REDD+.

Réalisations en 2011 :

L'année a été consacrée à établir les fondations de la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD du Panama. Des équipes d'experts ont été mises sur pied, et ont publié leurs conclusions préliminaires dans un rapport analysant les facteurs de déboisement, les effets des politiques passées et actuelles sur la conservation et l'exploitation durable des forêts, et les coûts de la REDD+. Une équipe conjointe nationale et internationale progresse dans la définition de scénarios possibles pour la REDD+. Les bases juridiques ont aussi été établies avec l'achèvement d'un rapport sur les aspects juridiques de la REDD+ pour les divers groupes de parties prenantes.

Le Panama a également accompli des progrès significatifs dans l'établissement de capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de son Programme national à tous les niveaux, notamment en participant à une formation sur les coûts de la REDD+, et en prenant les premières mesures pour lancer un processus de consultation des populations autochtones. Les capacités de surveillance et de MRV ont aussi été renforcées grâce à la fourniture d'images satellite pour appuyer l'élaboration d'une nouvelle carte de la forêt et de la végétation au Panama, et en parvenant à un accord sur la structure globale du système national de suivi forestier et du carbone du Panama.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV.



PARAGUAY

Financement : 4,7 millions de dollars

Calendrier : 2011-2014

Résultats escomptés :

- 1 Gouvernement, peuples autochtones et OSC dotés de meilleures capacités institutionnelles et techniques pour gérer les activités de REDD+.
- 2 Établissement des capacités pour mettre en œuvre la REDD+ au niveau local.
- 3 Meilleure connaissance de la REDD+ et renforcement des capacités dans les communautés tributaires de la forêt.

Réalisations en 2011 :

En 2011, le Paraguay a posé les jalons de l'exécution de son Programme national ONU-REDD, auquel les peuples autochtones ont souscrit et participé à part entière. Une équipe technique a débuté ses travaux, la conception du système national d'information sur les forêts et l'environnement a été rendue publique, et la structure et l'organisation de l'inventaire forestier ont été définies par l'Instituto Forestal Nacional (INFONA), auquel se sont joints le Secretaría del Ambiente (SEAM) et la Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas (FAPI).

En novembre, un atelier de renforcement des capacités et de consultation réunissant plus de 70 participants de la société civile, de l'État, d'organisations des peuples autochtones et d'universitaires, a fait le bilan et discuté des avantages multiples, des coûts de la REDD+ et des scénarios de référence et de déboisement pour la REDD+ au Paraguay.

Le Programme national du Paraguay peut désormais porter son attention sur l'achèvement des préparatifs de la mise en œuvre en lançant l'atelier de démarrage et les démarches de sensibilisation, de consultation et de renforcement des capacités à tous les niveaux, en se concentrant particulièrement sur les communautés locales et autochtones. La FAPI a préparé une proposition qui soutiendra à l'avenir les processus de consultation sur la REDD+ auprès des peuples autochtones.

L'appui du Programme global ONU-REDD s'est traduit par diverses démarches complémentaires : activités de formation en télédétection, IFN et MRV. Le Programme a également contribué à un atelier au Paraguay destiné à renforcer les capacités sur les concepts d'avantages multiples, et à débattre de l'envergure de la restauration des forêts dans le contexte de la REDD+.

Avancées dans d'autres pays partenaires

Outre les 14 pays partenaires ayant reçu des financements pour leurs Programmes nationaux ONU-REDD, le Programme accompagne 28 pays partenaires dans leurs activités de préparation à la REDD+. Les pays partenaires qui font la preuve d'un solide engagement pour la préparation de la REDD+ peuvent recevoir un soutien ciblé du Programme global ONU-REDD, et puiser dans les connaissances des autres pays grâce à la communauté de pratiques en ligne du Programme ONU-REDD (www.unredd.net).

Treize nouveaux pays partenaires ont rejoint le Programme en 2011 :

Bénin, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Honduras, Mongolie, Myanmar, Pakistan, Pérou, Soudan du Sud et Suriname.

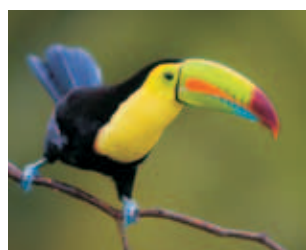
Voici quelques exemples des formations, des ateliers et des autres activités organisées par les pays partenaires en 2011 avec le soutien du Programme ONU-REDD.

Bangladesh

Le gouvernement du Bangladesh s'est attaché à progresser rapidement dans l'élaboration d'un Programme complet de préparation à la REDD+.

En octobre, le pays a tenu ses premières consultations nationales et infranationales sur la REDD+, un atelier national multipartite à Dhaka étant suivi

d'un atelier régional dans les Chittagong Hill Tracts. Ces manifestations ont rassemblé plus de 70 participants et suscité des débats sur le processus de feuille de route REDD+ au Bangladesh et les questions soulevées par son secteur forestier.



États de Yucatan, Campeche et Quintana Roo, et des chercheurs possédant une expérience prouvée sur les questions forestières ; ii) le deuxième impliquant des hauts responsables pour débattre du rôle du pouvoir législatif dans la REDD+, en collaboration avec l'Organisation mondiale des juristes pour un environnement équilibré (GLOBE). Le Programme ONU-REDD a aussi appuyé une étude de l'OIDD dressant le bilan des lois et règlements intéressant la REDD+ au Mexique. Ce dernier a également participé à un échange interrégional unique avec des homologues du Viet Nam, experts en REDD+, avec le soutien du Programme ONU-REDD (voir page 20).

Mongolie

Si l'essentiel des activités de préparation et d'exécution de la REDD+ porte sur les forêts tropicales, la Mongolie a ouvert la voie de la REDD+ dans les pays de forêts tempérées et boréales. La participation de la Mongolie, pays non tropical, au Programme ONU-REDD est sans précédent, et le processus d'élaboration de la feuille de route qui est en cours devrait permettre de tirer des leçons utiles pour les pays dotés de forêts et conditions écologiques similaires.



République du Congo

Les missions conjointes du Programme ONU-REDD et du FCPF en République du Congo ont mis en évidence la détermination de la République du Congo à préparer la REDD+. En 2011, le pays a sollicité le soutien du Programme ONU-REDD entre mi-2012 et fin 2014, élaborant une proposition complète qui sera soumise à la réunion du Conseil d'orientation du Programme en mars 2012. Les domaines possibles de soutien du Programme ONU-REDD ont été soigneusement recensés, en complément du financement de préparation déjà obtenu du FCPF. Les missions ont mis en évidence un haut niveau d'appropriation nationale dans les premiers stades du processus REDD+ du pays, ainsi qu'une solide mobilisation de la société civile, qui s'est récemment dotée d'une plateforme structurée sur la REDD+.

La République du Congo est aussi l'un des trois pays partenaires dans lesquels le Programme ONU-REDD a réalisé des études de terrain sur les avantages multiples en 2011.



Mexique

En 2011, deux ateliers sur la REDD+ au Mexique ont fait progresser les efforts de préparation du pays : i) le premier impliquant les fonctionnaires et techniciens des autorités fédérales, les services de l'Environnement des

Enseignements à tirer

dans les pays partenaires du Programme ONU-REDD

Les efforts de préparation et d'exécution dans les 14 Programmes nationaux ONU-REDD ont permis de dégager un large éventail d'enseignements utiles, dont voici quelques exemples, provenant des trois régions où œuvre le Programme.

■ Afrique

- 1 Tandis que progressent la préparation de la REDD+ et l'élaboration des stratégies nationales contre les facteurs de déboisement et de dégradation de la forêt, des recoupements d'un secteur à l'autre ont été mis en évidence dans la planification du développement national. Il conviendra donc de renforcer l'appropriation multisectorielle nationale des objectifs de REDD+ pour que cette dernière réalise la profonde réforme que l'on attend d'elle, en veillant à ce que les avantages de la REDD+ servent le développement, la lutte contre la pauvreté et la promotion des droits des femmes.
- 2 Alors que des pays d'Afrique œuvrent au concept de REDD+, il s'avère de plus en plus primordial de mettre l'accent sur la phase 2, voire d'envisager un chevauchement des activités de phase 1 et de phase 2. En visant d'emblée la phase 2, les parties prenantes peuvent se livrer à des expériences, et jauger la pertinence des travaux préparatoires entrepris dans la perspective plus large de la REDD+.
- 3 L'expérience de la Tanzanie, de la Zambie et de la RDC ont fait apparaître la nécessité d'une équipe nationale spécifique dédiée exclusivement à la REDD+, qui ferait office de point focal pour la REDD+ dans le pays et constituerait un point de référence pour la coordination des activités de REDD+.
- 4 La variété des solutions de financement de la REDD+ ouvertes aux pays d'Afrique appelle une solide coordination, pour garantir l'adoption d'une approche commune et éviter les doubles emplois. C'est pourquoi les deux principales plateformes multilatérales pour la REDD+ en Afrique, le FCPF et le Programme ONU-REDD, interviennent en coordination et jouissent d'un engagement politique au plus haut niveau.

■ Asie-Pacifique

- 1 Les premiers documents du Programme national ONU-REDD prévoyaient un délai de 20 mois pour la phase 1. Or, il faut du temps pour renforcer les capacités d'un vaste éventail de parties prenantes, sensibiliser des milliers, voire des millions de personnes, et former un grand nombre d'acteurs aux tâches qui les attendent. Dans la plupart des cas, l'achèvement de la phase 1 en 20 mois s'est avéré impossible.
- 2 L'implication d'une variété de parties prenantes dans la planification, la prise de décision et la mise en œuvre a été singulièrement renforcée dans de nombreux organismes forestiers. De nombreuses parties prenantes se sont dites satisfaites de pouvoir se faire entendre et être reconnues comme partenaires de poids.

- 3 Le déboisement et la dégradation des forêts étant motivés par des intérêts commerciaux dans de nombreux pays d'Asie-Pacifique, aucun changement sur le terrain ne se produira sans un engagement effectif du secteur privé.
- 4 Les conditions à remplir pour la gestion durable des forêts (GDF) coïncident souvent avec celles de la REDD+, et les Programmes nationaux sont rarement créés sur des bases complètement nouvelles. Certaines politiques et mesures existent déjà, comme les réglementations relatives à l'attribution de terres forestières et à leur exploitation.

■ Amérique latine et Caraïbes (ALC)

- 1 D'emblée, l'implication des OSC nécessite un flux de renseignements clairs et réguliers entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et vice-versa. À cette fin, le temps et les capacités nécessaires pour que les équipes du Programme ONU-REDD se rendent dans les territoires autochtones, rencontrent et discutent avec les communautés, ont été utiles.
- 2 Les capacités des parties prenantes doivent être largement renforcées pour leur permettre de participer effectivement à la préparation d'un Programme national ONU-REDD et favoriser un débat national sur la REDD+.
- 3 En ALC comme en Afrique et en Asie-Pacifique, le CPLCC doit être clairement défini et diffusé. Si le droit à un CPLCC est indispensable, il ne saurait cantonner chaque décision relative à la REDD+ dans un pays ; son champ d'application doit donc être clairement indiqué.
- 4 Les avantages multiples doivent être abordés afin que les valeurs locales liées aux forêts soient prises en compte dans la planification de la REDD+, ce qui peut contribuer à valoriser la REDD+ et combler le décalage entre la vision des forêts qu'ont les peuples autochtones et les politiques relatives au carbone.



« Le FCPF et le Programme ONU-REDD continuent de préciser et d'identifier toute la gamme de besoins auxquels sont confrontés les pays à mesure qu'ils se préparent à la REDD+. Pour être effective, l'assistance sollicitée par les pays auprès de la communauté internationale doit être bien coordonnée, et le FCPF et le

Programme ONU-REDD poursuivent leur collaboration pour progresser dans ce contexte. »

– Benoît Bosquet, coordonnateur,
Fonds de Partenariat pour le Carbone
Forestier (FCPF)



« Il existe une convergence entre les objectifs liés aux changements climatiques et la sécurité alimentaire. Tous deux appellent une transition vers des modèles de production et de consommation plus pérennes. La REDD+ peut contribuer à promouvoir cette transition, en ce qu'elle permet de renverser la tendance au déboisement et à la dégradation des forêts et de satisfaire durablement les besoins alimentaires et agricoles. En juin, lorsque les pays se réuniront à nouveau lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au Brésil, nous pourrons avancer dans ce sens. La FAO et ses partenaires continueront d'appuyer les pays dans le développement des capacités nationales nécessaires à la REDD+ et au développement durable. »



– José Graziano da Silva, directeur général, FAO

« Le Programme ONU-REDD s'emploie à aider les pays à se doter de garanties environnementales et sociales, conformément aux conditions fixées dans les accords de Cancún, tout en veillant à ce que ces travaux reposent sur le respect des droits de l'homme et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les enseignements et les éclairages émanant de la quinzaine de pays qui expérimentent actuellement ces orientations et les outils développés à cette fin par le Programme ONU-REDD constituent un formidable encouragement, pour nous qui avons à cœur d'adapter sans cesse notre assistance au plus près des besoins des pays. »



– Helen Clark, sous-secrétaire de l'ONU et administratrice du PNUD

« Alors que les dirigeants du monde préparent la conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) au Brésil, les pays, de l'Indonésie à la République démocratique du Congo, ont conscience des chances que recèle la REDD+ de contribuer à intensifier et mettre en œuvre le développement durable pour les générations d'aujourd'hui et de demain - en optimisant et en renforçant les services rendus par les écosystèmes, en prévenant les changements climatiques et en créant des emplois verts. Le PNUD et le Programme ONU-REDD, en collaboration avec les pays partenaires, les ONG, les experts des populations locales et autochtones et les spécialistes techniques, œuvrent ensemble à démontrer le potentiel de développement vert des forêts et à garantir une croissance de qualité en aidant les pays à se doter de garanties selon des approches qui leur sont propres. »



– Achim Steiner, sous-secrétaire général de l'ONU et directeur exécutif du PNUD

Appui international : outils, formation et orientations

Outre le soutien spécifique aux activités nationales des pays partenaires du Programme ONU-REDD en 2011, le Programme global ONU-REDD a également élaboré plusieurs outils, approches communes, méthodologies et bonnes pratiques en matière de REDD+, afin de créer des ressources pour les pays partenaires, et pour la communauté internationale de la REDD+ dans son ensemble. Ci-dessous sont évoqués des exemples de ces initiatives en 2011.

Une meilleure orientation de la MRV et du suivi

- Le Programme ONU-REDD a procédé à un bilan systématique des méthodes empiriques pour mesurer et évaluer les stocks de carbone terrestres et leur évolution. Cette démarche a pour but d'asseoir sur des preuves scientifiques les orientations fournies aux pays désireux de participer à de futurs mécanismes de REDD+ et de gestion des terres, et récapitulera les éléments scientifiques sous-tendant de nombreuses approches actuellement employées pour la mesure et l'évaluation du carbone.
- En collaboration avec la mission de repérage du carbone forestier du Groupe Observation de la Terre (GEO FCT), le Programme ONU-REDD élabore pour les pays partenaires une trousse de télédétection compatible avec les accords de la CCNUCC et composé de technologies disponibles et faciles d'emploi pour les pays REDD+. Dans la même veine, le Programme ONU-REDD travaille aussi avec l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) de la FAO et ses nombreux partenaires dont le Centre commun de recherche de la Commission européenne, afin de procéder à un nouveau relevé mondial des forêts par télédétection. Le rapport final sera rendu public fin 2011, accompagné de données ventilées au niveau régional qui seront téléchargeables sur Internet.

« Liés depuis 2009 par un accord de coopération, l'Institut national brésilien pour la recherche spatiale et le Programme ONU-REDD travaillent en harmonie pour garantir aux pays partenaires intéressés une formation adéquate et un libre accès à la technologie nécessaire pour l'élaboration de leur propre système de suivi forestier, condition préalable à une pleine participation à l'initiative REDD+ »

– Gilberto Câmara, directeur, Institut national brésilien pour la recherche spatiale (INPE)



- En proposant des formations sur les systèmes et techniques de MRV et des ateliers sur la création de systèmes nationaux pour les inventaires de GES avec la participation de 36 pays REDD+, le Programme ONU-REDD a contribué aux efforts internationaux de renforcement des capacités et doté les professionnels des pays d'une meilleure expertise technique.
- Un document de synthèse sur les fonctions de suivi et de MRV pour une mise en œuvre nationale de la REDD+ a été rédigé ; il est en cours d'examen en vue de sa présentation à la prochaine réunion du Conseil d'orientation.
- L'outil d'élaboration des systèmes nationaux de suivi forestier a été réalisé et expérimenté dans trois pays (RDC et PNG).
- Le Programme ONU-REDD a collaboré avec l'INPE pour concevoir des systèmes de suivi et de MRV à l'intention des dix pays de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC). Le projet a été approuvé par la Banque Africaine de Développement et la COMIFAC, et sera mis en œuvre en 2012 avec le financement du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo.

Engagement accru des parties prenantes dans les objectifs de REDD+

- Fondées sur les solides consultations régionales réalisées en Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine/Caraïbes depuis deux ans, le Programme ONU-REDD a présenté en décembre une première version de ses directives en matière de CPLCC, invitant les commentaires. Ces directives exposent un cadre normatif, politique et opérationnel pour les pays qui reçoivent du soutien du Programme ONU-REDD pour obtenir le CPLCC conformément aux principes et normes du Programme ONU-REDD.
- Le Programme ONU-REDD et le FCPF ont publié en 2011 leurs Directives conjointes sur l'engagement des parties prenantes dans la préparation de la REDD+ et invité le public à formuler ses commentaires. Cet effort conjugué avec le FCPF répondait aussi à une demande exprimée par les pays : simplifier les aides et orientations en matière de REDD+. Les directives finales seront rendues publiques au premier trimestre 2012.
- Le Programme ONU-REDD a soutenu les participants provenant des peuples autochtones et la société civile pour s'impliquer dans les initiatives de REDD+, dans le but de les informer et de développer leurs capacités, ainsi que leur fournir des points d'accès pour participer dans les débats de la REDD+. Quelques exemples de ces activités sont (i) les événements parallèles durant la 10ème séance de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) ; (ii) l'atelier de sensibilisation sur la corruption dans la REDD+ en Asie-Pacifique, (iii) le « premier Sommet régional amazonien : savoirs ancestraux, populations et épanouissement en harmonie avec la forêt ».

Plus de transparence et d'efficacité dans la gouvernance nationale de la REDD+

- Le Programme ONU-REDD a poursuivi avec Chatham House ses travaux sur la formulation d'une orientation susceptible de servir à la communication des informations nationales sur les garanties de gouvernance de la REDD+, la première version d'un « Guide d'information sur la gouvernance de REDD+ » vient compléter le « Cadre servant à l'évaluation et à la surveillance de la gouvernance forestière » élaboré par la FAO et la Banque mondiale.
- Les quatre EPG, lancées en 2011 en Indonésie, en Équateur, au Nigéria et au Viet Nam, contribueront à l'élaboration de systèmes nationaux d'information sur les garanties, et renforceront les systèmes de reddition des comptes des gouvernements et de la société civile.

Renforcer les systèmes nationaux de gestion des financements de REDD+

- Le Programme ONU-REDD a organisé deux ateliers dans la région Asie-Pacifique, sensibilisant les organismes anti-corruption de 11 pays aux possibilités et aux défis suscités par la création de systèmes nationaux de gouvernance pour la REDD+ guidés par les principes d'équité, de transparence et de responsabilité. Les ateliers ont également présenté à plus de 60 parties prenantes de la REDD+ les outils disponibles pour atténuer les risques de corruption. Les ateliers ont inscrit la REDD+ dans les priorités des agences de lutte contre la corruption dans la région, et permis l'élaboration de plans d'action initiaux contre la corruption pour la REDD+ qui devraient être achevés en 2012.
- Dans une étude sans précédent, *The Business Case for Mainstreaming Gender in REDD+*, présentée à la COP17 en décembre, le Programme ONU-REDD analyse la manière dont une démarche de préparation de la REDD+ tenant compte de la disparité entre les sexes pouvait avoir un effet positif sur la réalisation de la REDD+, notamment concernant la réduction des émissions, la gouvernance forestière, les moyens de subsistance des parties prenantes, la MRV et les avantages sociaux et écosystémiques.

Promouvoir les avantages multiples des forêts

- Se fondant sur les progrès accomplis et les commentaires recueillis en 2010, la troisième version des Principes et Critères Sociaux et Environnementaux (PCSE) du Programme ONU-REDD a été présentée au Conseil d'orientation et rendue publique en octobre, avec un outil sur les avantages et les risques (OAR) en décembre. Une variété de pays, d'experts et d'organisations ont formulé des commentaires. Les PCSE sont destinés à contribuer au développement par le Programme ONU-REDD d'un cadre garantissant que les activités du Programme participent effectivement à la promotion des avantages sociaux et environnementaux et à la réduction des risques susceptibles de provenir de l'exécution de la REDD+. Ce processus consultatif enrichit le débat international en cours sur les garanties de la REDD+.
- Un guide pratique en ligne sur les avantages multiples a aussi été dirigé en décembre. Finalisé en 2012, cet outil aidera les



pays à garantir la promotion des avantages environnementaux et la réduction des risques de la REDD+ dans les Programmes nationaux. L'une de ses composantes sera un outil et une orientation de cartographie SIG des avantages multiples, élaborés par le Centre Mondial de Surveillance de la Conservation du PNUÉ (UNEP-WCMC) en 2011.

- Le Programme ONU-REDD a collaboré avec la Convention sur la diversité biologique (CBD) en organisant une série de consultations régionales et d'ateliers de renforcement des capacités destinées à faire mieux connaître et favoriser les discussions de la CBD et de la CCNUCC sur les garanties de biodiversité pertinentes pour la REDD+, et sur le suivi de la biodiversité dans le contexte des objectifs du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 relatifs aux forêts.

Catalyser la transformation vers une économie verte

- Le Programme ONU-REDD a accueilli un atelier chargé d'examiner les méthodologies et modèles de scénarios grâce auxquels les pays peuvent faire la preuve du potentiel de la REDD+ à concrétiser la transition vers une économie verte. L'atelier a permis aux représentants des pays de rencontrer des experts dans ce domaine et de mieux appréhender l'emploi de ces outils et méthodes dans leurs processus de planification nationale pour la REDD+.
- Invité par le gouvernement d'Indonésie, le Programme ONU-REDD s'est associé à l'unité présidentielle pour le contrôle et le suivi du développement, afin d'appuyer les efforts de transition vers une économie verte à Kalimantan. Plusieurs manifestations de haut niveau pendant l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2011 et lors de la COP17 à Durban ont évoqué les récentes avancées de l'Indonésie et d'autres pays partenaires du Programme ONU-REDD, afin de stimuler le dialogue et le renforcement des capacités sur la réforme du secteur.
- Le PNUÉ, en partenariat avec le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), a entrepris des travaux sur la réforme pour une économie verte en RDC, dressant deux projets de rapports : l'un, traitant des carences dans les processus nationaux de REDD+, sera déterminant pour l'efficacité de la future stratégie REDD+, et l'autre sur la faisabilité et les frais liés à la généralisation des politiques destinées à préciser et légaliser les droits fonciers, condition préalable de la bonne exécution des activités de REDD+.

Faire connaître la REDD+

Événements et publications en 2011

Événements

En 2011, des dizaines de manifestations nationales, régionales et internationales ont eu lieu à l'initiative ou avec le soutien du Programme ONU-REDD, dans le but de faciliter le partage des savoirs et des expériences relatifs à la REDD+, et de faire ainsi progresser le mécanisme. Voici quelques-uns des temps forts de l'agenda ONU-REDD.



Le Programme ONU-REDD aux discussions de la CCNUCC : juin et décembre 2011

Organisé par le Programme ONU-REDD, un forum international a réuni des centaines de participants en marge des discussions de la CCNUCC à Bonn et à Durban (COP17), afin de faciliter le partage d'enseignements sur la préparation et la mise en œuvre de la REDD+, et contribuer aux préparatifs des garanties pour la REDD+. En marge de la COP17, le Programme a également appuyé des manifestations de l'Équateur, de la RDC, de la PNG et de l'Indonésie, ainsi que divers événements liés à la cinquième Journée de la forêt. Le Programme ONU-REDD a joué un rôle central dans la négociation et l'adoption de la Déclaration d'intention conjointe sur la REDD+ dans le bassin du Congo, adoptée entre 15 pays d'Afrique centrale et des pays donateurs, et annoncée publiquement lors de la COP17 à Durban par plusieurs ministres et ambassadeurs.

Échange interrégional sur la REDD+ entre le Viet Nam, le Mexique et l'Équateur : avril 2011

Le Programme ONU-REDD a facilité un échange interrégional unique sur la REDD+ entre des délégués du Viet Nam, du Mexique et de l'Équateur. Les délégués du Viet Nam se sont rendus au Mexique et en Équateur afin de tirer parti de l'expérience considérable acquise dans les deux pays en matière de paiement pour services environnementaux (PSE) et de gestion communautaire des forêts. Le Mexique et l'Équateur, quant à eux, ont exprimé un vif intérêt pour le bilan du Viet Nam, premier pays à lancer un Programme national ONU-REDD en septembre 2009.



La délégation vietnamienne s'est déclarée très impressionnée par la sophistication du SPA du Mexique et de l'Équateur. Malgré la diversité des conditions physiques, socioéconomiques et politiques de chaque pays, les trois délégations ont recensé plusieurs éléments communs dans certains aspects de l'établissement d'un Programme national REDD+.

Une approche innovante pour mieux faire connaître la REDD+ en Indonésie : juin 2011

Le Ministère de la Foresterie d'Indonésie a convié des chefs religieux à une réunion sur la REDD+, à laquelle ont assisté plus de 100 personnes. En ouverture, Din Syamsuddin, autorité musulmane de premier plan en Indonésie, a invité instamment les chefs de toutes les religions à s'impliquer plus avant dans la conservation des ressources forestières du pays, affirmant : «Le rôle des chefs religieux est hautement stratégique, et il nous incombe de nous joindre aux efforts du gouvernement pour que la REDD+ soit un succès en Indonésie.» Divers chefs religieux ont signé une déclaration, affirmant ainsi leur engagement en faveur des forêts. S'adressant au tissu communautaire, à des fidèles que les ateliers et supports écrits touchent difficilement, les chefs religieux peuvent constituer des partenaires. L'atténuation des changements climatiques est souvent conforme aux enseignements religieux, qui peuvent receler des méthodes alternatives et innovantes de diffusion des messages.

«En 2011, Année internationale des forêts, la REDD+ a continué de progresser en faveur de la gestion, de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts. Lorsque nous nous retrouverons à Rio en juin, 20 ans après le Sommet «planète Terre», l'importance que revêtent les forêts dans un paysage géré de manière durable et pour ceux qui y vivent doit être dans tous les esprits.»



– Jan L. McAlpine, directrice du Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts

Publications

Voici quelques exemples de publications lancées en 2011 par le Programme ONU-REDD afin de faciliter l'échange d'expériences et d'enseignements sur la REDD+ aux niveaux national, régional et international.

Nouvelle série ONU-REDD "Leçons à retenir"

Puisant dans les expériences précoces d'appui aux pays partenaires dans leurs efforts de préparation et de mise en œuvre de la REDD+ ces trois dernières années, le Programme ONU-REDD a lancé une série «Leçons à retenir» avec un premier fascicule de 12 pages recensant les enseignements parmi les pays partenaires du Programme ONU-REDD dans la région Asie-Pacifique. Le Programme compte enrichir la série de deux numéros en 2012, sur l'Afrique ainsi que sur l'Amérique latine et les Caraïbes.

Nouvelle série UN-REDD Policy Briefs

Inaugurant la série d'exposés de politique du Programme ONU-REDD, *REDD+ and a Green Economy: Opportunities for a mutually supportive relationship* explore les opportunités d'investissements pour un développement vert que recèle la REDD+ en tant que stratégie d'investissement écologique de capitaux et les perspectives de transition vers une économie verte. L'exposé formule aussi des recommandations en vue de créer une feuille de route pour la REDD+ dans le contexte du développement vert.

Publications conjointes FCPF/ONU-REDD

Le Programme ONU-REDD et le FCPF ont commandé et publié conjointement trois livrets sur la participation multipartite, le partage des avantages et les garanties pour la REDD+, qui ont été distribués durant plusieurs manifestations mondiales en 2011, notamment pendant les discussions de la CCNUCC en juin et décembre.

Le Programme ONU-REDD en ligne :

Site Internet : un-redd.org

Blog : unredd.wordpress.com

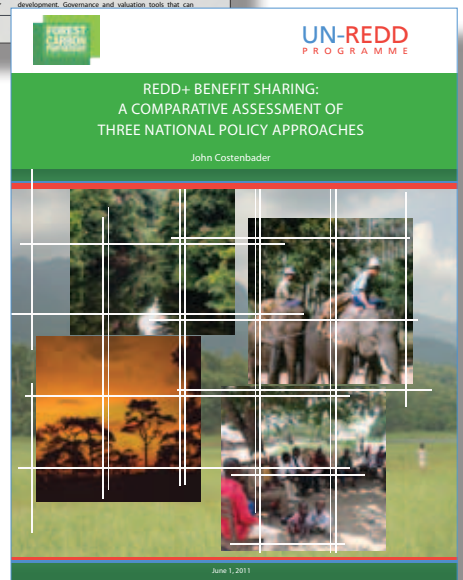
YouTube : youtube.com/unredd

Twitter : [@unredd](https://twitter.com/unredd)

Facebook : [UN-REDD Programme \(FAO/UNDP/UNEP\)](https://www.facebook.com/UN-REDD-Programme-FAO-UNDP-UNEP)

Espace collaboratif de travail : unredd.net²

² unredd.net est la plateforme d'information en ligne du Programme ONU-REDD. Un mot de passe est requis pour accéder à certaines pages et y échanger des données. Pour adhérer au forum du Programme ONU-REDD, merci d'écrire à admin@unredd.net, en précisant votre nom et celui de votre organisme.



En 2011, le site Internet du Programme ONU-REDD (un-redd.org) a enregistré plus d'1 million de requêtes chaque mois. L'espace collaboratif en ligne du Programme (unredd.net) compte aujourd'hui 800 membres.

Principaux événements du Conseil d'orientation

6^{ème} Conseil d'orientation 21-22 mars 2011 Da Lat, Viet Nam

Au cours de la sixième réunion de son Conseil d'orientation, le Programme ONU-REDD a approuvé 4 millions de dollars pour le Programme national de l'Équateur, et entériné un solide train de mesures visant à appuyer davantage l'action des pays en faveur de la REDD+. Le Conseil d'orientation s'est félicité de la contribution engagée pour la première fois par le Japon, d'un montant de 3 millions de dollars pour le Programme global ONU-REDD, ainsi que de la première contribution annoncée par la Commission européenne d'environ 14 millions de dollars (10 millions d'euros). La Norvège a annoncé la poursuite de son soutien au Programme ONU-REDD et une nouvelle contribution d'au moins 40 millions de dollars pour 2011-2012.

La sixième réunion du Conseil d'orientation a prêté une attention particulière à l'échange d'enseignements et d'expériences ; une instructive table ronde a réuni sept pays partenaires du Programme ONU-REDD en phase de mise en œuvre des Programmes nationaux, et une visite sur le terrain a eu lieu à Di Linh, l'un des districts pilotes REDD+ au Viet Nam. La réunion a rassemblé 122 participants de 24 pays, sous la présidence de M. Alexander Müller, sous-directeur général au Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (FAO) et de Mme Yetti Rusli, conseillère principale pour l'environnement et les changements climatiques auprès du ministère de la Foresterie (Indonésie).



7^{ème} Conseil d'orientation 13-14 octobre 2011, Berlin, Allemagne

Au cours de la septième réunion de son Conseil d'orientation, le Programme ONU-REDD a approuvé 4 millions de dollars pour le Programme national du Nigéria, élevant le montant total de financements approuvés pour les Programmes nationaux ONU-REDD à 59,3 millions de dollars.

Une fois encore, la réunion a surtout été axée sur la mise en commun des expériences et enseignements dégagés dans les pays partenaires. Le Cambodge, le Paraguay et la Tanzanie ont mené une discussion interactive afin de partager les leçons tirées pendant leurs phases de mise en œuvre de la REDD+. Les efforts récents de préparation de la REDD+ en Colombie, au Guatemala, en République du Congo et au Sri Lanka ont été présentés au Conseil d'orientation. Les participants ont communiqué de précieux éléments pour l'appui du Programme global aux activités des pays, notamment dans les domaines de la MRV, du CPLCC, des Principes et critères sociaux en environnementaux, de la gouvernance et la REDD+ comme catalyseur de transformations vers une économie verte. La réunion a rassemblé 109 participants de 30 pays, et le Conseil s'est félicité de retrouver M. Alexander Müller (FAO) et Mme Rusli (Indonésie) comme coprésidents de la réunion.



«Pour le FEM, l'investissement engagé avec le Programme ONU-REDD en faveur des forêts, de leur gestion durable et de la REDD+ génèrera des dividendes en soutenant et en renforçant les nombreux avantages environnementaux et économiques que peut fournir la forêt. La gestion durable des forêts corrobore nos efforts en matière de changements climatiques, de conservation de la biodiversité et

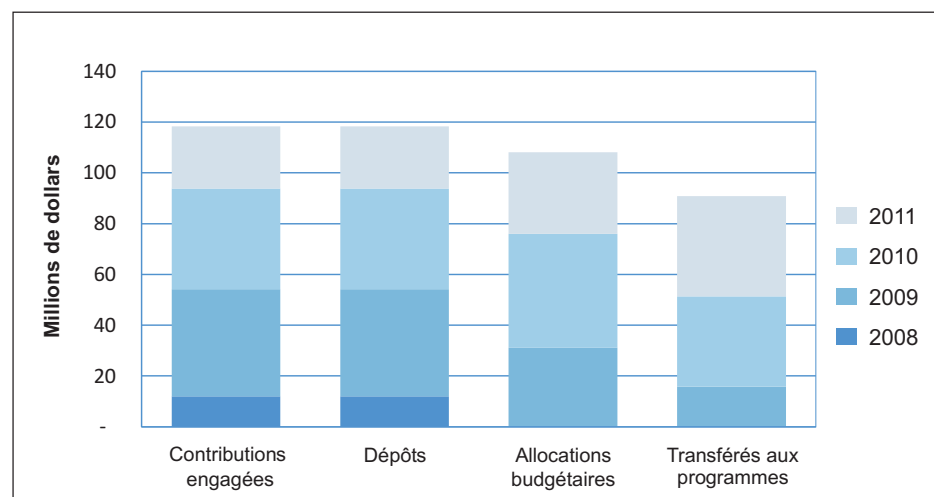
de développement économique durable aux niveaux local, régional et national, pour ceux dont la subsistance dépend de forêts saines.»

– Monique Barbut, directrice générale et présidente du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Situation financière 2011

En 2011, 32 millions de dollars ont été alloués aux Programmes nationaux et global ONU-REDD ; 39,6 millions de dollars ont été transférés aux Programmes nationaux après approbation de leur financement. En décembre, un total de 108,1 millions avait été octroyé aux Programmes ONU-REDD, dont 59,3 millions à 14 Programmes nationaux, et 48,8 millions pour l'appui du Programme global aux activités des pays.

Chiffres clés : 2008 - 2011



Allocations budgétaires aux Programmes ONU-REDD

L'enveloppe financière des Programmes ONU-REDD a augmenté de 42% en 2011. Le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a alloué 8 millions de dollars à deux Programmes nationaux (Équateur et Nigéria), et 24,1 millions de dollars pour l'appui du Programme global ONU-REDD aux activités des pays.

PROGRAMMES ONU-REDD	Année d'approbation			Total USD
	2009	2010	2011	
Programmes nationaux				
Bolivie		4 708 000		4 708 000
Cambodge		3 001 350		3 001 350
RDC – Programme national complet		5 500 000		5 500 000
RDC – Programme initial	1 883 200			1 883 200
Équateur			4 000 000	4 000 000
Indonésie	5 644 250			5 644 250
Nigéria			4 000 000	4 000 000
Panama	5 300 000			5 300 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		6 388 884		6 388 884
Paraguay		4 720 001		4 720 001
Îles Salomon		550 000		550 000
Tanzanie	4 280 000			4 280 000
Philippines		500 000		500 000
Viet Nam	4 384 756			4 384 756
Zambie		4 490 000		4 490 000
Sous-total Programmes nationaux	21 492 206	29 858 235	8 000 000	59 350 441
Programme global				
Programme global - appui aux activités des pays	9 562 005	15 021 622	24 185 981	48 769 608
Total général	31 054 211	44 879 857	32 185 981	108 120 049



« La contribution du Programme ONU-REDD nous semble indispensable pour assister les pays en développement dans leurs efforts pour une gestion de leur capital naturel la plus propice à la lutte contre la pauvreté. En tant que bailleur de fonds, nous attachons une importance particulière au Programme ONU-REDD en ce qu'il offre de véritables perspectives pour les pauvres, qu'il les autonomise et les dote des moyens de saisir les nouvelles opportunités découlant de la lutte contre les changements climatiques, conférant une place centrale aux besoins et aux préoccupations des pauvres, femmes et hommes, et favorisant la participation des peuples autochtones et des communautés locales. »



– Juan López-Dóriga Pérez, Directeur de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement

Contributions des donateurs

En 2011, les gouvernements du Japon et de la Norvège ont contribué au Programme ONU-REDD à hauteur de 24 millions de dollars. Dans l'ensemble, les contributions des donateurs au Programme se sont accrues de 26 pour cent en 2011.

Contributions des donateurs - 2008-2011					
Donateurs	2008	2009	2010	2011	Total en USD
DANEMARK		1 917 398	6 159 589		8 076 987
JAPON				3 046 138	3 046 138
NORVÈGE	12 000 000	40 213 730	32 193 159	21 411 366	105 818 255
ESPAGNE			1 314 700		1 314 700
Total	12 000 000	42 131 128	39 667 448	24 457 504	118 256 080





Clause limitative : Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part du Programme ONU-REDD aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que le Programme reconnaît ou accepte ces frontières.

Illustrations © : couverture - FAO/Giulio Napolitano ; p. 3 - UN Photo/Evan Schneider, FNUF, ONU-REDD, Cheryl Rosebush, iisd/leila mead ; p. 4 FAO, CCNUCC ; p. 6 - FAO/J. Lejeune, ministère fédéral de l'Environnement du Nigéria ; p. 7 - Davide Mazzoran/Dreamstime.com, Smellme/Dreamstime.com ; p. 8 - FAO/Phillip Degens, Iurii Kulykovych/Dreamstime.com ; p. 9 - Rostislav Ageev/Dreamstime.com, Arief Bagus/Dreamstime.com ; p. 10 - Szefer/Dreamstime.com, Craig Dingle/Istockphoto.com, FAO/Patrick Durst ; p. 11 FAO/Patrick Durst, Mgekijpers/Dreamstime.com ; p. 12 - Rafal Cichawa/Dreamstime.com, Crocus/Dreamstime.com ; p. 13 - ONU-REDD ; p. 14 - Jerryway/Dreamstime.com, FAO/Joel Carillet ; p. 15 - Omar Faruk/Istockphoto.com, Eduivero/Dreamstime.com, Bartosz Hadyniak/Istockphoto.com, Eric Gevaert/Istockphoto.com ; p. 16 - FCPF ; p. 17 - Ammit/Dreamstime.com, FAO, PNUD, PNUE ; p. 18 - INPE ; p. 19 - Mzungute Photographics and video services ; p. 20 - ONU-REDD ; p. 20 - ONU-REDD ; p. 22 - ONU-REDD, FEM ; p. 24 - Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, ONU-REDD, Yanik Chauvin/Dreamstime.com



P R O G R A M M E
ONU-REDD

Secrétariat du Programme ONU-REDD
Maison internationale de l'environnement
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Genève, Suisse

www.un-redd.org

